

# dial

## **diffusion de l'information sur l'Amérique latine**

47, QUAI DES GRANDS-AUGUSTINS - 75006 PARIS - FRANCE - TÉL. (1) 46.33.42.47

GCP 1248.74-N PARIS - Du mardi au vendredi de 9 h à 12 h et de 14 h à 18 h 30

Hebdomadaire - n° 1399 - 1 juin 1989 - 4 F

### **D 1399 BRÉSIL: STATISTIQUES 1988 DES CONFLITS DE LA TERRE**

Les conflits pour la possession de la terre sont une donnée permanente au Brésil, entre petits paysans et propriétaires terriens. Ces conflits revêtent encore souvent une dimension sanglante (cf. DIAL D 1380). Les statistiques pour 1988 viennent d'être publiées en avril 1989 par la Commission pastorale de la terre. Nous donnons ci-dessous ce qui concerne la présentation du rapport et les tableaux récapitulatifs élémentaires.

Note DIAL

### **CONFLITS EN RURAL - BRÉSIL 1988**

Parler des événements de 1988, c'est obligatoirement mentionner la perte irréparable de Chico Mendes, récolteur de latex, syndicaliste, leader et militant.

Beaucoup de choses ont déjà été écrites sur la violence en rural. Beaucoup de choses doivent encore être dites et dénoncées. Nous ne devons pas nous habituer à une situation de violence. Les assassinats et les expulsions ne peuvent nous laisser indifférents. La violence serait victorieuse si les dénonciations n'avaient aucun écho ni n'éveillaient la solidarité autour de nous.

Dans ce cadre de violence de la société brésilienne, les assassinats en rural sont manifestation des assassinats politiques. Ce qui est visé en premier lieu c'est l'élimination des leaders et de ceux qui se sont engagés dans le combat pour la réforme agraire. Ces assassinats de leaders populaires et des personnes qui participent à leurs combats ont deux objectifs: frapper le mouvement à la tête pour l'affaiblir par la terreur, et séparer les travailleurs ruraux des secteurs sociaux qui les soutiennent pour les isoler dans la société. C'est dans cette logique qu'il faut faire entrer les assassinats du député João Carlos Batista, dans le Pará, ou, dans les années précédentes, de l'avocat et ancien député Paulo Fonteles, du Père Josimo Tavares, du Père Ezequiel Ramón, de l'avocat Eugênio Lira, etc.

De ce point de vue, la violence revêt un caractère sélectif, ainsi que l'a déjà souligné la Commission pastorale de la terre dans des publications antérieures.

En 1988, huit dirigeants syndicaux ont été assassinés, les uns présidents du Syndicat des travailleurs ruraux et les autres membres des bureaux directeurs. Et un assez grand nombre d'autres ont reçu des menaces de mort et ont même été la cible d'attentats.

Un cas mérite d'être signalé ici: celui de l'avocat et député d'Etat (Parti socialiste brésilien, Pará), João Carlos Batista, dont l'assassinat est un rude coup pour la bataille de la réforme agraire et l'avancée des petits paysans défendus par lui.

La diversité des régions du pays où se sont produits ces crimes montre bien l'étendue de la violence. Celle-ci n'est pas seulement sélective, elle est également générale dans la mesure où elle touche des petits paysans anonymes qui cherchent uniquement à rester sur leurs terres, et atteint même des enfants.

Comme si le nombre des assassinats ne suffisait pas, il faut noter la cruauté avec laquelle ils sont commis, c'est-à-dire accompagnés de tortures et de mutilations. L'Indien Pataxó Hã-Hã-Hãe, Djalma Souza Lima, a été trouvé mort avec arrachement du cuir chevelu, des ongles, des dents et des organes génitaux. Le vieux cacique Suruí, Iaminer, âgé de 70 ans, a été tué d'une vingtaine de balles puis brûlé, son corps réduit à vingt centimètres de longueur. Le paysan Canindé, du domaine Terra Vista, dans la commune de Mojú (Pará), a été sauvagement torturé avant d'être tué au commissariat de police. De même pour le paysan Edvaldo Félix de Almeida, du domaine Engano, à Caém (Bahia).

Ce qui est recherché par ces pratiques c'est de créer un climat de terreur chez les survivants pour leur faire abandonner la terre, la lutte syndicale et la participation à la vie des communautés.

Dans presque tous les cas de tortures, suivies ou non de mort, nous notons la participation de la police - militaire ou civile. La pratique de la torture est devenue une habitude abjecte des forces policières et militaires tant en ville qu'à la campagne. La torture est couramment pratiquée dans les commissariats, au siège des domaines ou en rase campagne.

En plus de l'aspect sévices, les humiliations et les traitements dégradants visent à détruire le psychisme et le moral des victimes. Il n'est pas rare que les enfants et les personnes de la famille soient forcés par leurs agresseurs à avouer la cache du père de famille.

Le comportement de la police, qui agit très souvent en coordination avec des tueurs à gages, fait que, dans la confusion, il est difficile de faire la distinction entre policiers et tueurs. Pour exécuter le mandat d'action possessoire réintégrant en faveur du soi-disant propriétaire du domaine Santa Maria dans la commune d'Acará (Pará), mandat signé par le juge Rômulo Ferreira Nunes, d'une autre circonscription judiciaire, les vingt policiers militaires ont mis du sparadrap sur les badges portant leurs noms et se sont livrés à toutes sortes de destructions, pillages, incendies de maisons et de cultures, tortures, pour finir avec l'assassinat par balles du paysan Galduino de Jesús Fagundes. Dans le hameau de Candiba à Cantanhede (Maranhão), huit hommes se sont présentés comme étant de la police civile et fédérale mais sans présenter de pièce d'identité (policiers? tueurs à gages?) pour ensuite piller et incendier 19 des 24 maisons du village.

Ainsi disparaît la frontière séparant l'action répressive de l'Etat contre les travailleurs ruraux et l'action des tueurs à la solde de propriétaires terriens. En d'autres termes, il n'est plus possible de déterminer où s'arrête l'action légale et où commence le banditisme.

L'implication de l'Etat dans la répression des travailleurs ruraux confirme la tendance indiquée dans des documents antérieurs qui notaient la décentralisation de la répression et le renforcement du pouvoir local oligarchique, avec l'utilisation d'éléments des polices d'Etat à la solde de propriétaires terriens. C'est-à-dire l'appropriation de la force policière par des propriétaires terriens comme si elle était une milice particulière.

Un dirigeant de l'Union démocratique rurale (1) a tout simplement ironisé sur le nombre de morts en rural en disant que le chiffre en était peu significatif comparé

[1] D'abord mouvement corporatiste des propriétaires terriens, l'UDR est aujourd'hui devenue un parti. Cf. DIAL D 1286 et 1320 (NdT).

aux milliers de victimes de la faim, aux milliers de victimes du banditisme et autres violences dans la région de Rio de Janeiro. Devant un tel mépris, trois observations seulement. Premièrement, ces morts font partie d'une machination dont cette personne elle-même est partie prenante. Deuxièmement, une question: et si ces morts étaient tous des propriétaires terriens? Troisièmement: qui a jamais dit que les morts de la faim et des violences urbaines n'avaient pas d'importance? Faut-il rappeler que cet état de fait plonge ses racines dans le rural dont la population disparaît progressivement?

Ces crimes sont le résultat d'un trépied favorisant la violence et caractérisant le pouvoir d'Etat, qu'il soit exécutif ou judiciaire... C'est d'abord la connivence qui, par elle seule, fait s'éloigner toute possibilité d'enquête sérieuse. C'est ensuite la morosité qui est une atteinte non seulement à la mémoire mais aussi à la morale des victimes. C'est enfin l'impunité qui favorise l'apparition de nouveaux accusés primaires et la professionnalisation des habitués dans la fonction de tuer.

Il est de plus en plus nécessaire que la discussion s'ouvre, parmi les travailleurs ruraux, sur la question de la violence et sur la protection à accorder aux dirigeants et aux militants du mouvement syndical et populaire.

• Tableau général des conflits ruraux en 1988

Type de conflit	Nombre	Personnes impliquées	Superficies (en hectares)	morts par		menaces de mort	tentatives d'assassinats
				assassinats	"accident"		
Terre	621	403.733	156.866.237	93	7	153	68
Travail	59	283.780	164.400	9	1	-	-
Total	680	684.513	157.030.737	102	8	153	68

• Tableau comparatif des conflits de 1985 à 1988

Type de conflit	Nombre par année				Personnes impliquées			
	1985	1986	1987	1988	1985	1986	1987	1988
Terre	636	634	582	621	405.456	594.448	667.177	403.733
Travail	76	95	109	59	159.185	203.521	317.406	283.780
Total	712	729	691	680	564.641	797.969	984.583	687.513

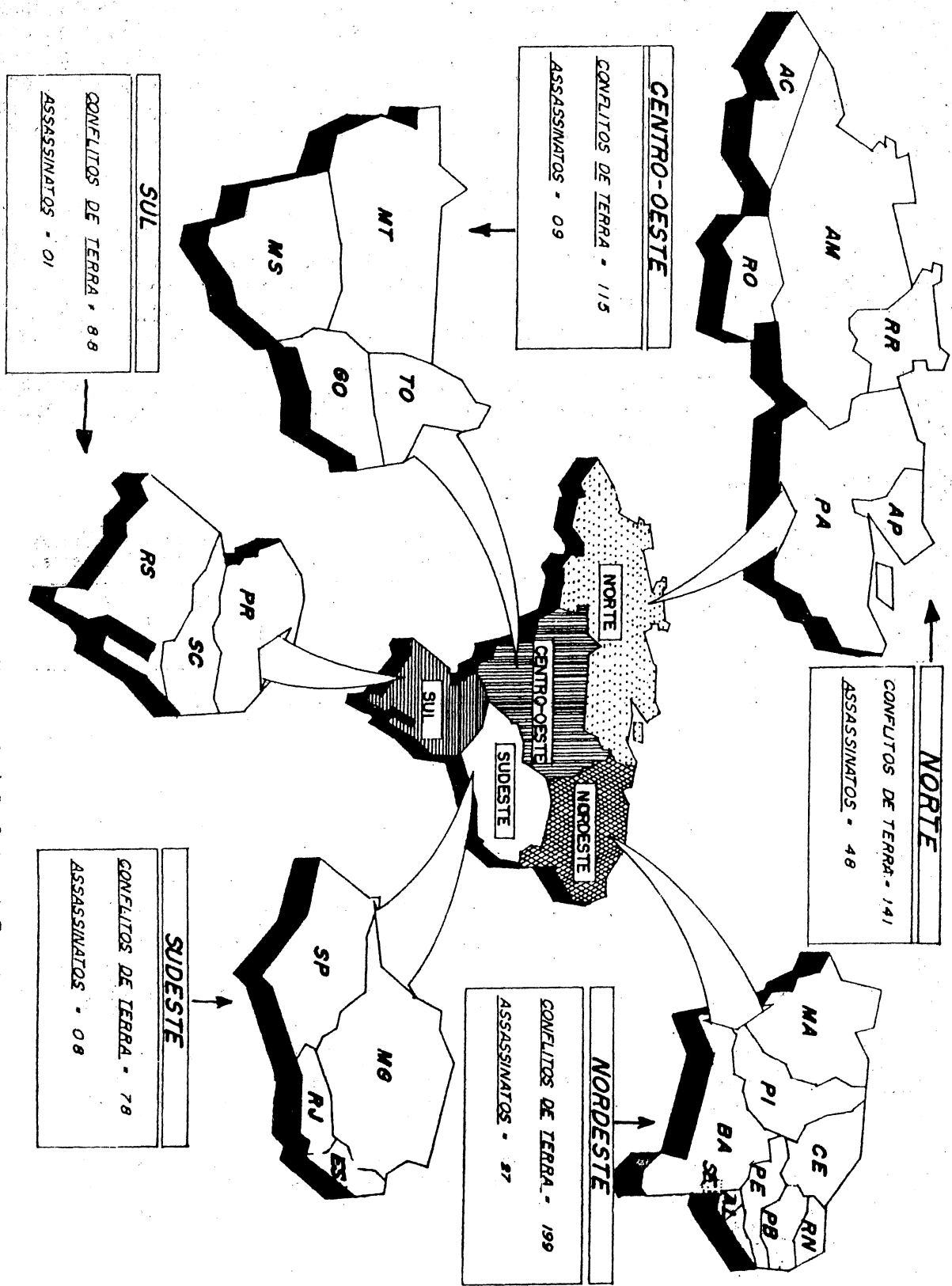
	Superficies concernées (en ha)				Nombre d'assassinats			
	1985	1986	1987	1988	85	86	87	88
	9.557.902	12.615.947	17.633.879	156.866.237	125	105	109	93
	-	-	303.800	164.400	14	17	24	09
	9.557.902	12.615.947	17.937.679	157.030.737	139	122	133	102

• Carte des conflits de la terre et des assassinats par régions du Brésil:

Voir verso

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, nous vous serions obligés d'indiquer la source DIAL)

CARTE DES CONFLITS DE LA TERRE ET DES ASSASSINATS PAR RÉGIONS DU BRÉSIL



— Mapa da Comissão Pastoral da Terra (CPT) - 03/89 —